

Migrations, transferts financiers et développement dans les pays d'origine : cas du vieux bassin arachidier au Sénégal

INTRODUCTION

Les transferts financiers figurent parmi les plus importants déterminants de la migration dans les pays de départ et constituent l'enjeu principal qui mobilise les principaux acteurs de la migration. Parmi ceux-ci, on peut compter les individus, les ménages, les familles, les communautés locales et religieuses, les collectivités territoriales mais aussi l'Etat, et divers réseaux qui tentent de capter et de contrôler ces transferts. Cet engouement autour des transferts s'explique par le fait que, malgré la "catastrophe" annoncée de leur baisse en raison de la crise économique dans les pays d'accueil, les transferts maintiennent une dynamique de croissance au Sénégal. En effet, à en croire les autorités étatiques, leurs montants vont croissant. Ainsi, de 600 milliards de FCFA annoncés par le Président de la République, en 2011, de nouvelles estimations avançaient un montant de 100 milliards de plus, en 2012. Le Secrétaire d'Etat chargé des Sénégalais de l'extérieur les a estimés, récemment, à 850 milliards, pour l'année 2013 alors que d'autres spécialistes des questions migratoires annonçaient 2 000 milliards de FCFA, un montant qui avoisinait le budget de l'Etat du Sénégal en 2014.

Cependant, malgré cette hausse régulière des montants transférés, la question de l'effet de ces transferts sur le développement reste un problème à élucider. A ce propos, il importe de connaître les usages auxquels ces fonds sont destinés : contribution aux investissements productifs ou dépenses de consommation ?¹ Des recherches effectuées par des institutions internationales comme l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) montrent que, pour l'essentiel, 70% des transferts sont destinés à la consommation des ménages, 20 à 25% à la construction de maisons et 5 à 10%, à des investissements productifs. Ces organisations internationales considèrent comme dérisoire la part réservée aux investissements productifs et suggèrent à l'Etat d'agir pour renverser cette répartition des dépenses. La question est de comprendre ce qui explique cette situation, d'une part et, d'autre part, de mesurer ses effets dans le développement des régions de destination des transferts de fonds des migrants. En d'autres termes, quel est l'effet d'une telle structure des transferts sur l'état de la société et la

¹ DIAGNE, A., et RAKONARIVO, A. (2010)

dynamique d'évolution des territoires d'origine ? Pour répondre à ce questionnement, il nous faut expliquer, dans un premier temps, la structure des transferts et, dans un second temps, leur contribution dans la création des conditions du développement dans les localités d'origine et, notamment, dans le vieux bassin arachidier.

Pour répondre à ce questionnement il nous paraît nécessaire, avant d'analyser nos données de terrain, d'éclairer le concept de développement et de le confronter à la réalité sociale de notre zone d'étude.

I. APPROCHE THEORIQUE ET METHODOLOGIE

Dans la littérature, les relations entre migration et développement ont fait l'objet de plusieurs investigations dont les conclusions sont parfois contradictoires. Les unes estimant, en effet, qu'elles sont positives pour toutes les parties, les autres pensant qu'elles privilégient les pays d'accueil aux dépens de territoires d'origine.

Dans le cadre des investigations pour savoir si les transferts vont conduire au développement économique dans les pays récipiendaires, les études de la Banque Mondiale (World Bank, 2006) et de la BID (Lopez-Cordova, 2006) prévoient une réduction de la pauvreté suite à l'arrivée massive des fonds envoyés par les migrants. Ces études macro-économiques s'appuient sur deux principes qui font le plus souvent consensus : les transferts sont moins volatils que les flux de capitaux (comme l'aide internationale, par exemple), ils sont moins pro-cycliques que d'autres flux financiers privés par rapport aux cycles économiques des pays récipiendaires. Partant de ces hypothèses, Lopez-Cordova affirme que « *les transferts sont potentiellement d'importants outils capables de promouvoir le développement dans les pays de réception* » (Op. Cit., p. 7).

La théorie du développement est l'objet de controverses du moins en ce qui concerne ses perspectives : la perspective convergente et la perspective divergente. La première, notamment défendue par Rostow, regroupe les tenants de la théorie unilinéaire qui « tendent à définir le développement par référence à un modèle universel qu'on rattache à la réalisation d'une vision « scientifique ». Ainsi, W. W. Rostow, définit les phases de la croissance en

cinq étapes : a) la société traditionnelle ; b) les conditions préalables du démarrage (take off) ; c) le démarrage ; d) le progrès vers la maturité ; e) l'ère de la consommation de masse »².

Pour l'école de la divergence, les conditions n'étant pas toujours égales par ailleurs, il y a nécessairement des différences dans le processus de développement. Cette dernière proposition ne met pas un bémol sur le processus mais il met l'accent sur les particularités. L'auteur des « conditions tropicales », Francis Hallé (2010), trouve que le développement est plus difficile à réaliser dans ces dernières que dans les hautes latitudes³. Cette assertion donne une base importante à la dimension spatiale du développement.

De même, si l'on regarde de très près la deuxième étape de Rostow, à savoir la mise en place des conditions préalables au décollage, elle se traduit par une spécialisation de l'espace sous la forme d'une division spatiale du travail engendrant des surplus pour les échanges. Et, ce sont ces opportunités d'échanges qui permettent de développer des infrastructures de transport. En conséquence, l'épargne et les investissements se développent entraînant l'émergence d'une classe d'entrepreneurs. Ces conditions sont-elles réalisables dans le vieux bassin arachidier ?

La théorie de Giaoutzi⁴ vient conforter l'idée du développement comme processus avec, au départ, l'accumulation primitive du capital chère à l'école marxiste. En effet, selon Giaoutzi, le développement est un processus cumulatif continu et innovateur avec quatre composantes : l'industrialisation, la modernisation, l'urbanisation et la semi-urbanisation.

La question est de voir si les conditions de production du vieux bassin se prêtent à ce processus cumulatif continu et innovateur.

En fait, la situation du vieux bassin arachidier est opposable à la théorie de Rostow. En effet, dans le vieux bassin arachidier, le cumul des déficits agricoles empêchent toute accumulation primitive du capital au point que toute épargne devient aléatoire aussi bien pour les producteurs que pour les autres acteurs de la filière arachidière. L'épargne n'est réalisable que dans des conditions telles que le changement total de système de production, des transferts réguliers ou par ce qu'on peut assimiler à la théorie de l'économie présenteielle. Celle-ci renvoie au fait qu'un territoire attire des revenus de l'extérieur induisant des activités locales

² Roland Colin (1984) « L'institution de la participation au développement pp 68-139 in Participer au développement p75, Unesco 1984, PUF, 440

³ Hallé, F., (2010), « La condition tropicale, une histoire naturelle, économique et sociale des basses latitudes » Actes Sud, 574 p

⁴ AYDALOT Philippe (1984) : « Economie régionale et urbaine » 487 p

pour satisfaire la consommation d'équipements ou de services qu'ils susciteraient localement⁵. Mieux, la régularité des transferts est, ici, un moyen d'accumulation qui arrive à générer une nouvelle classe d'entrepreneurs ou, en quelque sorte, une classe moyenne ou riche sur laquelle se fonde la propension à consommer sans laquelle point de marché ni d'investissement dans la production. En somme, une diaspora bien installée ailleurs, dans des conditions favorables, peut réaliser l'étape du take off en injectant l'épargne nécessaire. Nous allons étudier ces conditions.

D'abord, l'avertissement qu'offre la théorie de l'économie « symptomatique » nous paraît d'une grande pertinence. Il s'agit de la propension à traiter les symptômes et non les causes. Ce courant qui considère « l'argent comme remède contre la pauvreté ou la nourriture comme solution à la faim » semble assimiler les causes aux effets. « Le manque d'argent est un symptôme et non la cause de la pauvreté. Ce n'est pas avec de l'argent que l'on éradique la pauvreté mais en donnant accès à la productivité, c'est-à-dire grâce aux compétences, aux outils et aux savoirs productifs (dans cet ordre) nécessaires pour gagner de l'argent ».⁶

Tout cela signifie que ce n'est pas par un coup de baguette magique qu'on va réaliser dans les tropiques le développement, et la diaspora peut y jouer un rôle majeur.

MÉTHODOLOGIE

Pour réaliser ce travail, nous avons eu recours à des éléments de la littérature d'où nous sont venues les données secondaires. Les données primaires nous viennent du terrain dans lequel nos étudiants du laboratoire de recherche sur les migrations et l'éducation au développement (REMEDI) se sont beaucoup investis. Des enquêtes ont été faites à Louga et à Kébémér, deux villes du vieux bassin arachidier.

La littérature fait également état des transformations subies par la diaspora et l'apport de celle-ci dans le développement des pays d'origine.

L'apport des transferts diffère essentiellement selon qu'il s'agit ici d'une population à profil faiblement instruit ou d'une diaspora intellectuelle et riche comme en Asie (Chine et Inde). Les diasporas caractérisées par la pauvreté monétaire et un faible niveau d'instruction se distinguent très souvent par la forte propension à transférer de l'argent. A contrario, les

⁵ DUMONT G-F (2012)

⁶ M. FRED KWABA « les africains de la diaspora, partenaires privilégiés dans la lutte pour le développement durable des pays d'origine » pp 60-62 in Rapport de l'atelier sur la Migration, le développement et la réduction de la pauvreté, Dakar, 8-10 août 2006 ; 148p

migrants intellectuels se livrent plutôt à des renforcements de capacités et des transferts de compétences.

De même, l'habitat n'est pas étudié dans sa contribution à la revitalisation du territoire, encore moins à la réduction de la précarité de l'habitat et la contribution dans l'amélioration du cadre de vie. Il est plutôt perçu comme un substitut à l'investissement productif. Alors l'investissement dans l'habitat résulte plutôt de sujets ayant la propension à l'altérité : il s'agit de personnes nées dans des cases ou un habitat précaire et ayant la ferme volonté d'échapper à la précarité des bidonvilles.

II. RESULTATS

1. Les raisons qui expliquent la structure de l'utilisation des transferts

Les raisons qui expliquent la structure de l'utilisation des transferts de fonds peuvent se résumer en trois points : les facteurs de répulsion majeurs qui expliquent en même temps son importance, ainsi que la volonté d'échapper à la vulnérabilité et à la précarité. La mobilité a toujours été une alternative face à l'adversité de certains espaces régionaux en raison de facteurs historiques et sociaux mais surtout à la difficulté de surmonter les contraintes naturelles qui ne permettent même pas de franchir les premières étapes du développement. A ces conditions s'ajoutent un déséquilibre entre une démographie galopante et des ressources aléatoires du fait d'une crise cyclique de l'agriculture auxquelles s'ajoutent des politiques de libéralisation.

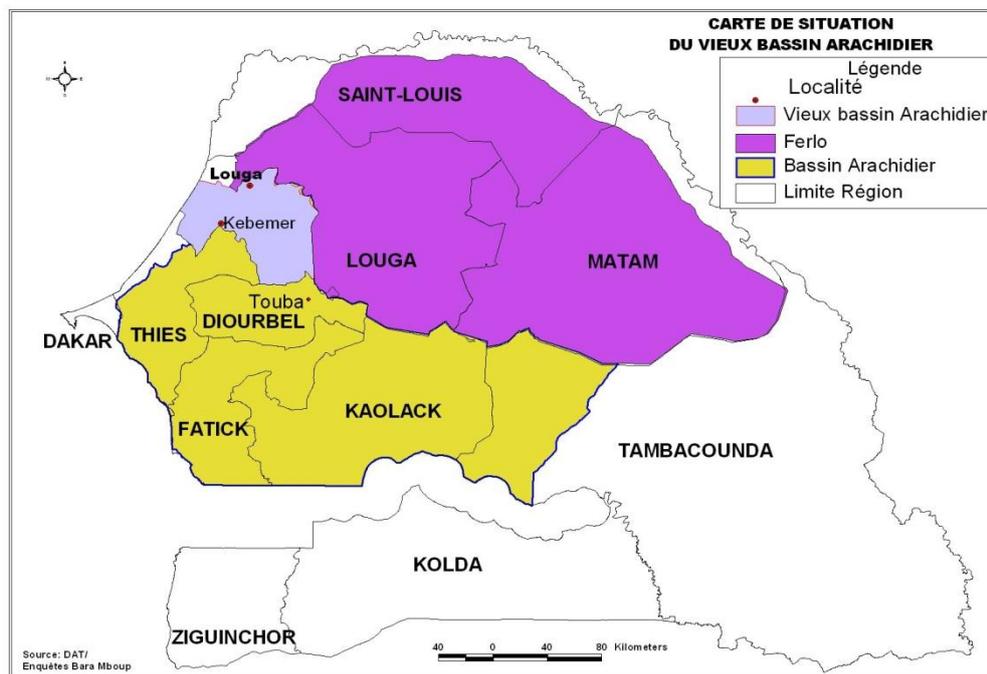
La nature agricole de la crise explique aussi les profils qui déterminent, dans une certaine mesure, les activités exercées à l'étranger et la difficulté de leur insertion économique et de leur intégration sociale. Ce profil de main-d'œuvre agricole pour l'essentiel chassée de la terre par la crise climatique cyclique dans la région explique également l'importance des transferts. Avant d'étudier ces profils voyons d'abord les contraintes de développement du vieux bassin arachidier.

Le vieux bassin arachidier est une zone d'alternance de déficits et de surplus, mais où le cumul des surplus ne compense jamais celui des déficits. Dans ces conditions comment réunir les celles du développement ?

Dans les années 1970 et le début des années 1980, des années de sécheresse ont marqué le bassin arachidier et, particulièrement, la zone de Kébémér naguère attractive par l'importance et le rôle pionnier dans la production arachidière. Il a hérité de ce nom de vieux bassin

arachidier car l'Etat sénégalais, dans le Plan de développement économique et social (PDES) des années 1969 -1973, le notait bien : « Dans la zone arachidière Nord (Louga-Kébémér), où a été introduite l'arachide au Sénégal, on assiste depuis des années déjà à une baisse des rendements. (...). La culture attelée et l'usage de l'engrais ont nettement progressé depuis 1960. La situation est critique car, il n'est pas sûr que l'on puisse, en maintenant la population sur place, réussir à augmenter la productivité par hectare, régénérer les sols et assurer une augmentation significative du produit rural brut par habitant »⁷.

Carte 1 : situation du vieux bassin arachidier



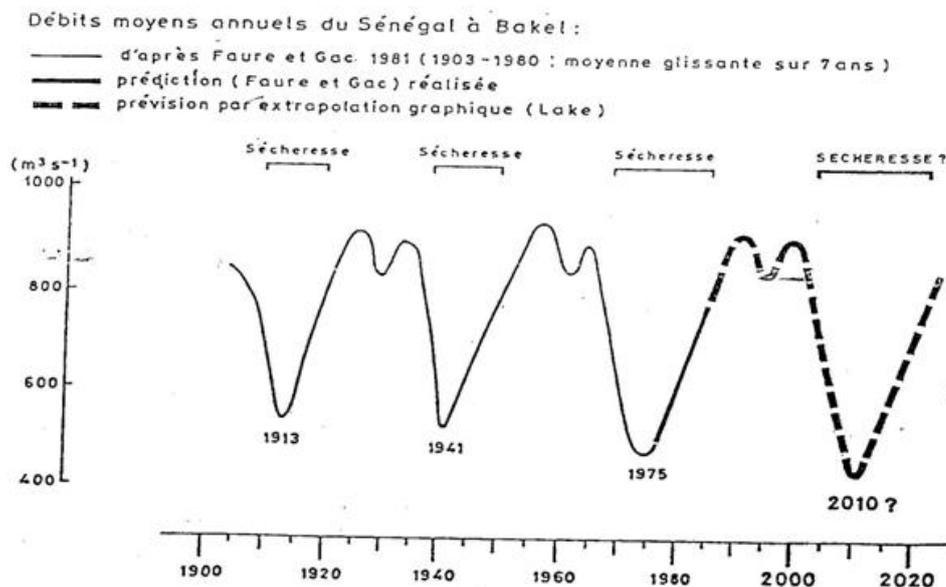
Source : Mboup 2006

La région du Vieux Bassin arachidier comprenant la zone de Louga et Kébémér est une partie intégrante de la zone sahélienne et, par conséquent, est fortement soumise à l'incertitude des aléas climatiques, de l'irrégularité de la pluviométrie. Une étude faite dans la zone par une équipe de recherche de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) a donné une cartographie et une dynamique caractéristiques de la région (Cf. figure 1 b suivante)⁸.

⁷ Sénégal, 1969

⁸ Ce schéma descriptif des cycles de sécheresse concerne l'ensemble du Nord Sénégal y compris notre région d'étude, le vieux bassin arachidier

Fig. 1 b. Récurrence de la sécheresse.



Source : Bulletin de l'IFAN⁹

Cette situation de désespoir a amené l'Etat à envisager des réformes structurelles aboutissant à l'adoption de nouvelles politiques sous la formule laconique de « Moins d'Etat, mieux d'Etat ». Il en résulte un vent de privatisation qui n'épargna pas la vie de structures comme l'Office National Coopération et d'Assistance pour le Développement (ONCAD) grand employeur de main-d'œuvre et dont la dissolution entraîna des pertes d'emplois en particulier pour les jeunes ruraux et urbains de la région. Ces derniers désemparés n'ont trouvé d'autres alternatives que de migrer vers d'autres espaces.

2. Profil des migrants du vieux bassin arachidier

- Le profil des migrants, premier facteur explicatif de l'importance des transferts

Les profils ont également connu beaucoup d'études anciennes et récentes. Mêmes si celles-ci ne sont pas exhaustives, elles donnent une structure standard d'une majorité de migrants de faible instruction et de formation, d'un fort taux de masculinité et d'une majorité de jeunes.

⁹ TOURE EHSN, MD. Ndiaye, et al « Evolution des densités de populations (1976-1995 ». in *Bulletin de l'IFAN*, B, 48, 1, -2 : 1998 -142.p

(RGPHAE, 2013). On peut citer les chiffres donnés par Ottavia¹⁰ (1994) puisque les ressortissants du vieux bassin sont les premiers à s'installer en Italie, au début des années 1980, venant pour la plupart de France, avant de prendre la destination de l'Espagne. Les chiffres issus du recensement des sénégalais inscrits au bureau des étrangers de la Commune de Pavia en 1990 donnent les résultats suivants. Sur 106 migrants inscrits, la majorité soit 40, est issue de l'école coranique souvent destinée, après formation, au secteur informel, faute de formation professionnelle. En second lieu, les sortants de l'école française dont la majorité n'a pas terminé le niveau moyen. Ces données décrivant la faiblesse du niveau d'instruction en 1994 sont confirmées par les résultats d'une enquête récente réalisée en 2014, soit vingt ans après, dans le quartier des émigrés à Kébémér.

Tableau 1: Niveau d'instruction des émigrés du quartier Diamaguene de Kébémér

Niveau d'instruction	Nb. cit	Fréquence
Ecole coranique	36	46,8%
Franco-arabe	1	1,3%
Ecole élémentaire	21	27,3%
moyen	9	11,7%
secondaire	3	3,9%
supérieur	2	2,6%
Sans	5	6,5%
Total obs.	77	100%

Source : DIOP, A.B., 2014

On revoit, ici, la prédominance des sortants de l'école coranique suivis de ceux de l'école française. Et on n'est pas loin de la répartition nationale des migrants par profession au départ, issue des résultats du récent recensement de 2013.

Tableau 2 : Répartition des migrants internationaux par profession au départ

Profession	Effectifs	Pourcentage
Vendeurs à l'étal et sur les marchés	1 815	1,1

¹⁰ SMHMIDT DI FRIED BERG Ottavia (1994).- Islam, Solidarietà e lavoro, I muridi senegalesi in Italia.- edizioni della Fondazione Giovanni Agnelli.- Torino ; 250 p.

Agents de services commerciaux non classés ailleurs	7 278	4,4
Commerçants, magasins	13 544	8,2
Vendeurs non classés ailleurs	2 578	1,6
Éleveurs et ouvriers qualifiés de l'élevage de bétail	3 250	2
Pêcheurs de la pêche côtière et en eaux intérieures	3 371	2
Maçons	4 324	2,6
Mécaniciens et réparateurs de véhicules à moteur	2 100	1,3
Ebénistes, menuisiers et assimilés	2 798	1,7
Couseurs, brodeurs et assimilés	5 284	3,2
Chauffeurs de taxi et conducteurs d'automobiles et de camion	4 132	2,5
Aides de ménage à domicile	2 606	1,6
Vendeurs ambulants (à l'exception de l'alimentation)	2 052	1,2
Sans profession	31 536	19,1
Élèves/étudiants	26 772	16,2
Agriculteurs de subsistance	18 748	11,4
Autres	32 713	19,8
Total	164901	100

Source : ANSD, RGPHAE, 2013

Ce tableau décrit le niveau de qualification des migrants au départ. Il montre l'importance des rubriques portant sur l'absence ou la faiblesse de la qualification ou du niveau d'instruction. C'est le cas des « sans profession » avec une part de 19,1%, des « agriculteurs de subsistance » avec 11,4% ; élèves et étudiants avec 16,2% ; des acteurs de l'informel (aides ménagères, 1,6% ; de vendeurs ambulants, 1,2%).

- Le profil des migrants, facteur explicatif de la structure des transferts

Leur profil montre que les migrants étaient, pour la plupart, issus de familles pauvres, souvent mal nourries, et mal logées ; ce sont les premiers maux auxquels ils se sont attaqués grâce à leur migration. Leur niveau d'instruction ainsi que la modestie relative de leurs revenus et l'absence d'un environnement bancaire pouvant octroyer des crédits constituaient déjà des limites pour envisager des investissements productifs, à court, moyen et long terme.

La jeunesse du mouvement migratoire international est un autre facteur explicatif. En fait, c'est à partir des années 1980 qu'il y a eu cette forte émigration. L'accumulation n'a donc pas suffisamment d'épaisseur historique pour se constituer un capital d'expérience sur le terrain et une accumulation de capital financier et des réseaux pour réaliser de gros investissements.

Cependant, les migrants, par leur capacité à élever le niveau de vie de leur ménage et à améliorer la physionomie des établissements humains de leur région, ont vite attiré l'attention sur eux et furent invités à investir des paliers supérieurs. Ainsi est née l'idée d'investir pour le développement de leurs régions d'origine. Le Président Abdou Diouf, lors d'une tournée économique en 1999 dans la région de Louga, n'a pas manqué de les solliciter en ces termes : « *A l'appui des autorités régionales qui, je le sais, en font leur priorité, je lance un appel aux investisseurs nationaux et étrangers, pour qu'ils viennent saisir toutes ces opportunités. Je pense en particulier aux émigrés de la Région qui peuvent, de cette façon, contribuer de manière durable au développement de leur région et de leur pays (...)* »¹¹.

- **Les effets des transferts sur les déficits agricoles à l'échelle régionale**

Au plan régional, les transferts financiers des migrants ont permis de compenser les pertes agricoles de la région et de revitaliser ses fonctions économiques et sociales. Au plan économique, des sources officielles faisaient remarquer que « *Les émigrés hors frontières (Europe, Pays de la sous région) ont fait transiter par la Poste de Louga 3,527 milliards de F CFA vers leur famille, en 1999. Ce montant atteint 3,686 milliards si l'on y ajoute les mandats nationaux émis vers la région. Ce flux de transfert représente exactement le montant injecté par la SONACOS, la même année, soit 3,625 milliards, pour acheter 25 000 tonnes d'arachide dans la région* »¹².

Cette comparaison est d'autant plus importante que l'année de référence est une bonne année de production si l'on considère l'évolution de la production des années 1990 dans le département de Kébémér, noyau du Vieux Bassin. Les revenus des transferts, en plus de combler les déficits agricoles, prennent leur envol pour devenir plus importants.

¹¹ Pr Abdou DIOUF (1999) discours prononcé à Linguère lors de la tournée économique dans la Région de Louga

¹² Sénégal, MAE, 2001

3. L'investissement dans l'immobilier, l'essor de la fonction d'hébergement et l'amélioration du cadre de vie

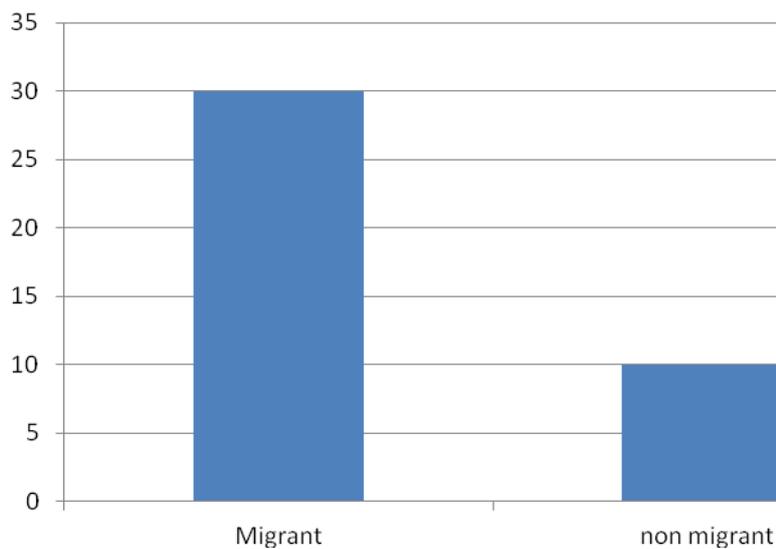
L'amélioration du cadre de vie se traduit par un changement allant de l'habitat en matériaux précaires à l'habitat moderne et durable, comme on peut le voir sur cette photo.

Photo 1 : exemple de transformation du cadre de vie



Source : Mboup B., 2005 Photo réalisée dans la périphérie de la ville de Kébémér

Figure 2: La part des transferts dans les investissements immobiliers et l'essor de la fonction d'hébergement dans un quartier populaire de Louga



Source : Dièye F., enquête ménage, 2014

L'immobilier demeure donc toujours au premier plan des investissements des émigrés, avec 30 migrants qui y ont investi, en 2014, contre 10 non migrants. Ces investissements se font dans les quartiers traditionnels ou au niveau des zones d'extension. Les mutations observées au niveau du bâti concernent donc essentiellement les familles ayant des migrants. Pour la plupart de ces migrants, la construction d'une maison demeure le premier projet. Les maisons sont soit à usage d'habitation soit mises en location.

A Louga, les ménages de locataires enquêtés sont en majorité des fonctionnaires au niveau de l'administration publique (60%). La proportion des locataires qui travaillent dans le secteur privé et dans le secteur informel représentent respectivement 26% et 8%. Parmi ces travailleurs, on retrouve des étrangers comme des Bissau guinéennes qui y exercent, le plus souvent, le métier de lingère.

4. Transferts financiers et changement de la structure sociale

La revitalisation des fonctions sociales perdues s'effectue à travers la reproduction des métiers familiaux et la modernisation des systèmes de production en particulier dans le domaine de l'artisanat. Le cas du métier de forgeron, longtemps réservé à une caste, a connu un essor remarquable avec le "boom" du bâtiment qui a permis sa modernisation. Cette modernisation l'ouvre désormais à toutes les castes¹³ ou catégories sociales qui l'adoptent comme nouvelle profession sous la forme d'une menuiserie métallique. Certains migrants viennent s'y recycler pour pouvoir prétendre exercer le métier de soudeur très bien rémunéré dans les pays d'accueil. D'un autre côté, les transferts ont été utilisés pour une régulation sociale. La boulangerie, ancien métier des Kébé-Kébé (les premiers habitants de Kébémér) s'est développée et toutes les unités de production appartiennent à des autochtones qui, pour la plupart, embauchent de proches parents qu'ils font revenir des grandes villes, notamment, où ils avaient migré pour y exercer leur métier. La même dynamique est en train de se développer dans la ville de Louga. Cette ville née du « marbath »¹⁴ ou marché à bestiaux voit

¹³ La société sénégalaise notamment wolof, l'ethnie majoritaire, est structurée en ordre et en castes qui correspondent à des métiers et à une division sociale du travail. L'endogamie jouant la fonction régulatrice.

¹⁴ SAR, Moustapha.- *Louga la ville et sa région : essai d'intégration des rapports ville campagne dans la problématique du développement* (Sénégal).-Dakar : UCAD, IFAN, 1973

ses émigrés retourner dans l'activité d'élevage avec une forte propension à faire des élevages modernes.

Un autre métier qui s'est bonifié grâce à la migration est celui de « tailleur ». En effet, la confection s'est développée sous forme d'entreprises familiales dans les familles de tailleurs équipés par les migrants internationaux suite à des transferts de machines plus performantes et plus compétitives sur le marché de la couture. Par contre, la restauration qui se développe beaucoup dans la ville et ailleurs par les migrants, surtout de retour, résulte souvent de la poursuite des métiers appris dans les pays d'accueil. Cet état des lieux réconcilie la société avec sa structure et sa dynamique. Aussi, les transferts contribuent-ils à la reproduction familiale et à la modernisation de la société. Le tableau n°3, ci-dessous, montre la récurrence de certains types d'investissements qui illustrent une forme de reproduction familiale ainsi que leur répartition, synonyme d'un redéploiement dans l'espace.

Tableau 3 : La répartition des investissements d'émigrés originaires de la ville de Kébémér (investissements sur fonds propres)

Noms	Quartier de résidence	Type d'investissement			Localisation
			Individuel	Collectif	
1 A. Kébé 2 A. Kébé	Mbabou	Transport, pièces détachées		X	Dakar
3 A. Mbaye	Mbabou	Télécentre et pièces détachées	X		Dakar
4 P. Fall	Mbabou	Commerce et pièces détachées	X		Dakar
5 A. Kébé	Mbassine	Blanchisserie Pressing	X		Dakar
6 I. Kébé	Mbabou	Quincaillerie	X		
7 T. Mbaye					
8 D. Kébé	Escale	Commerce et pièces détachées			Dakar
9 A. Diop	Escale				
10 A. Kébé	Mbabou	Blanchisserie (lavomatique ; pressing)	X		Dakar/ Mbour

11 T. Faye	M bassine Mbassine	Commerce, pièces détachées, télécentre			Dakar / Kébémér
12 T. Thiam 13 M. Thiam	Mbabou	Services (Télécentre, photocopieuse, fax) et commerce		X	Kébémér
14 M. Guèye	Mbabou	Essencerie		X	Kébémér
15 M. Thiam 16 M. Syll	Mbabou (Mbelgor)	Boulangerie Transport Moulins à mil		X	Podor et Touba
17 M. Kébé	Mbabou	Boulangerie	X		Kébémér Richard Toll et Vélingara
18 P. Kébé	Mbabou	Boulangerie	X		Koungueul
19 T. Kébé	Mbabou	Boulangerie	X		Kaffrine
20 M. Mbaye	Mbabou	Quincaillerie, entreprise de confection, télécentre	X		Kébémér
21 N. Thiam	Mbabou	Commerce/ Transport en commun, quincaillerie	X		Kébémér

Source : Mboup, B. 1998

On note d'abord la suprématie de la boulangerie qui s'explique par son ancienneté et par son caractère familial. En effet, introduite en ville par Maurel et Prom, la boulangerie a, depuis, été l'activité majeure des originaires de la ville de Kébémér, activité et savoir faire qu'ils ont exercés dans leur exode vers les grandes villes comme Dakar et d'autres métropoles régionales. Cette longue expérience, capitalisée, a servi aux émigrés actuels pour recruter leur main-d'œuvre au niveau familial, et de faire de la boulangerie un secteur d'activité ayant l'allure d'un ensemble d'entreprises familiales. La multiplication des boulangeries a

provoqué un retour massif vers leur ville d'origine des ressortissants de Kébémér, d'une part, et leur redéploiement dans les localités accueillant ce type d'investissement, d'autre part.

La blanchisserie comme la restauration sont, par contre, des types d'investissements copiés de l'extérieur.

Aussi, malgré leur faible part, les investissements productifs des migrants ont des impacts positifs dans le développement économique et social des zones de départ.

5. Les transferts financiers et la mise en place des conditions préalables au développement des pays d'origine ?

Avant les migrations internationales, vers les années 1980, les institutions financières au service des populations étaient absentes des villes de Kébémér et de Louga. Ce sont les transferts qui ont déterminé l'arrivée du système financier décentralisé (SFD) dans ces villes de départ.

- Transferts d'argent et naissance d'un environnement financier indispensable au décollage économique

L'accumulation primitive du capital est une condition préliminaire à l'investissement sans lequel le développement reste illusoire. Ce capital peut s'accumuler par le travail à long terme mais, très souvent, à court et moyen terme, il s'acquiert par les dettes contractées auprès d'institutions financières, d'où l'importance de l'environnement bancaire. Cet environnement ne s'est constitué que récemment dans la zone, grâce aux transferts des émigrés, lesquels ont exercé une forte attraction sur les institutions financières. En effet, l'Etat et les bailleurs de fonds, soucieux de la transparence de l'argent transféré et de la prévention du blanchiment d'argent, se sont lancés dans la bataille pour le contrôle des transferts aux dépens des réseaux informels, en mettant sur place un système financier décentralisé. Ce nouvel environnement s'est rapidement développé et a supplanté les commerçants comme véritables intermédiaires entre migrants et familles d'émigrés. Mais les institutions de micro-finance¹⁵ vont aller plus loin dans leurs rapports avec l'économie locale.

¹⁵ Une institution de micro-finance se définit comme *"toute structure quelle que soit sa nature institutionnelle qui fournit des produits et des services à des populations qui, de par la*

Avant 2000, seul le bureau de poste servait de banque limitée au dépôt et au transfert d'argent pour tous les agents économiques de la ville de Kébémér, mais il n'octroyait pas de prêts. Les dépôts financiers étaient tellement importants que ce bureau de poste fournissait l'argent pour payer les nombreux mandats gonflés par les transferts des émigrés dans le bureau de poste de Louga, la capitale régionale.

Cependant, à partir de 2000, s'accélère le rythme d'installation de nouvelles institutions financières, comme l'indique le tableau 3, ci-dessous.

Tableau 3: Evolution de l'installation d'institutions financières à Kébémér de 2000 à 2013

Institutions financières	Date d'ouverture	Localisation/ quartier
FADEC	2000	Mbassine
MECK	2001	Escale
MEC/ RADI	2004	Escale
CBAO	2004	Mbabou
PAMECAS	2005	Escale
CMS	2006	Escale
MECARUL	2007	Escale
BRS	2007	Mbabou
FIDES	2012	Escale
MICROCRED	2013	Escale

Source: Enquête, DANFA, B., 2013.

Ce rythme soutenu d'installation des unités de micro-finance se traduit par un taux de bancarisation élevé. En effet, au 31 décembre 2012, les trois institutions financières les plus importantes comptaient 11 875 sociétaires ainsi répartis : CMS : 4342 sociétaires, soit 24,9% ; FADEC : 3364 sociétaires, soit 19,3% et PAMECAS : 4169, soit 23,9%. Ces chiffres ne concernent pas uniquement la population communale mais aussi celle des villages environnants.

faiblesse de leurs revenus ou leur inaccessibilité géographique ou sociale, n'y avait pas accès" (Beye, P.)

En ce qui concerne les émigrés, sur 359 individus interrogés, 17, 8% affirmaient avoir ouvert un compte d'épargne au CMS ; 15, 9% au PAMECAS et 3, 1% seulement disposaient d'un compte d'épargne à la FADEC/Kébémér.

La faiblesse relative du nombre de migrants sociétaires de la FADEC s'explique par sa cible privilégiée constituée par les groupements villageois. Il faut noter cependant que la FADEC Fédération des Associations de développement communautaire est assistée par une ONG dirigée par un migrant de retour. Il en est de même d'autres institutions financières gérées par des migrants de retour.

- Impacts des institutions de micro-finance sur les types de transferts

La présence d'institutions de micro-finance crée un environnement nouveau capable d'impulser de nouveaux comportements et de nouvelles politiques. Ainsi, à la question posée aux émigrés faisant référence aux services de transferts utilisés, 75,5% ont répondu « Western-Union » ; 14,8%, « Money-Gram » ; 4,2% utilisent le service bancaire ; 3,3% « Ria » ; 1,1% « la Poste » et, le reste de l'échantillon soutient faire recours à d'autres services de transferts.

Les revenus monétaires des transferts enregistrés au niveau du CMS, de la FADEC et du PAMECAS de Kébémér sont estimés à 700 millions de franc CFA pour la simple année 2011-2012. La part de chaque institution est répartie, selon les responsables d'agences, comme suit: CMS : 500 millions de transferts reçus, suivi de la FADEC : 144 millions et de PAMECAS : 50 millions de franc CFA.

L'environnement ainsi créé par la décentralisation des institutions de micro-finance dans la zone permet à l'Etat d'envisager une politique de promotion des investisseurs ou la création d'une classe d'entrepreneurs à travers la Maison du Développement Local (MDL). Le tableau ci-dessous montre la qualité et la quantité des porteurs d'initiatives économiques suivis par cette structure.

Tableau 4 : Typologie des porteurs d'initiatives économiques encadrés par la MDL

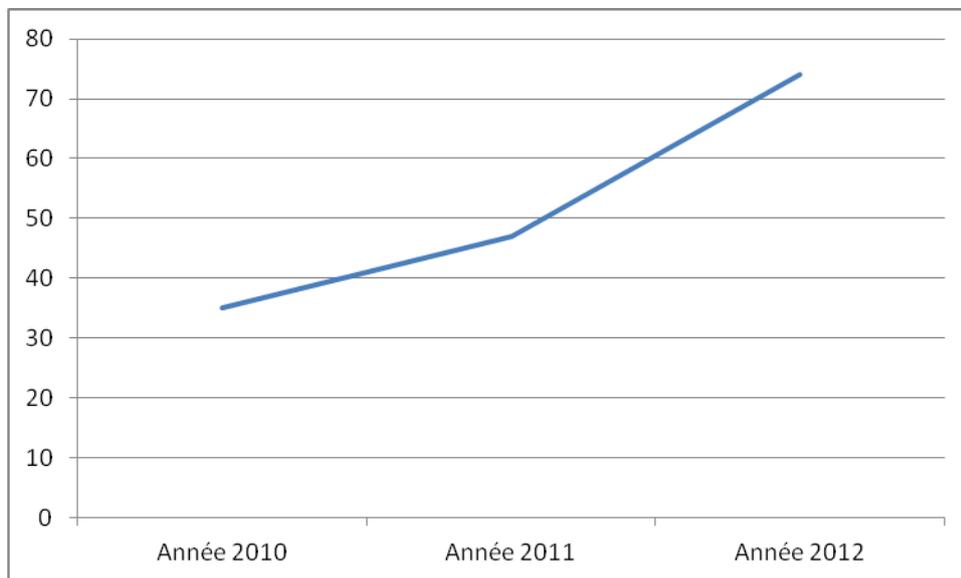
Type PIE	Année	TOTAL
----------	-------	-------

	2009	2010	2011	2012	
Individuels	20	29	31	52	132
Entreprises	2	4	12	5	23
Groupements	335	2	4	17	358
TOTAL	357	35	47	74	513

Source : *Dieye M. M., ESEA, 2014*

A la lumière de ce tableau, on peut noter une évolution positive des porteurs de projet enregistrés. Cependant, la pérennisation du processus jusqu'à sa maturité dépendra certes de la réussite des porteurs de projet d'investissement mais aussi du maintien des transferts financiers qui alimentent, pour l'instant, les caisses des institutions de micro-finance. Déjà, comme la figure 3 ci-dessous, les effectifs de porteurs de projets connaissent une évolution rapide

Figure 1 : Evolution de l'effectif des Porteurs d'initiatives économiques enregistrés



Source: *Dieye M. M., 2014*

Le nombre croissant d'initiatives économiques enregistrées s'explique par le portefeuille de services que la Maison de Développement Economique Local (MDL) met à la disposition des acteurs de l'économie local. Mais cela dépend aussi de la bonne santé financière des institutions de micro-finance que les flux d'argent issus notamment des transferts de migrants contribuent à renforcer par une alimentation régulière et tonifiante.

Ainsi les porteurs d'initiatives économiques peuvent continuer à solliciter un financement pour la mise en œuvre d'un projet ou la consolidation d'une activité, de renforcement de compétences. Un financement de trente quatre (34) plans d'affaires pour un montant de 62 571 000 FCFA a été possible grâce au partenariat entre la MDL et les institutions de micro-finance de la place notamment FADEC NJAMBUR et MEC Kébémér.

CONCLUSION

A la lumière de cette analyse, on voit que les transferts provenant des migrants internationaux contribuent favorablement au développement des pays d'origine à condition qu'ils soient utilisés pour financer des investissements productifs. Cependant, il faut éviter tout dogmatisme à ce propos. Ainsi, la structure d'utilisation des transferts n'a pas empêché de réaliser des dynamiques de développement insoupçonnées. La forte part allouée à la consommation et au bâti est une propension à consommer comme une condition préalable au développement selon la théorie de Rostow ; c'est aussi la réalisation d'un second préalable : l'émergence d'une classe moyenne ou riche constituant une demande assez forte pour booster la production. La consommation étant une condition de la croissance.

L'autre observation est en rapport avec l'effort d'investissement et s'accompagne de l'engagement des non migrants à travailler dans les chantiers mis sur pieds par les migrants, processus de transformation sociale à partir de la famille jusque dans les structures sociales. La naissance des entreprises familiales partant d'une main-d'œuvre domestique le montre assez bien. Cependant, il nous paraît nécessaire d'attirer l'attention de l'Etat sur les conditions à développer pour accompagner ce processus naissant dans les territoires et d'envisager comment faire pour sa pérennisation. De ce point de vue, il ne faut pas céder à la pression de ceux qui pensent que les migrants ne militent pas en faveur du développement. Il faudrait plutôt se battre autour de la liberté de la mobilité car le monde ne peut fonctionner sans la complémentarité de ses parties telles que le disait Carl Ritter. Ainsi, l'amélioration du niveau d'instruction est indispensable pour les jeunes car, là aussi, la migration offre d'intéressantes opportunités à saisir.

BIBLIOGRAPHIE

Alan B. SIMMONS (2002) « *Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques* » in Cahiers québécois de démographie, Vol 31 no 1, 2002, p7-33

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), RGPHAE, Rapport définitif 2013

AYDALOT, Philippe (1984) « l'économie régionale et urbaine »

BEYE (P): Etude sur les transferts d'argent au Sénégal, 2009, CESPI, 34 pages.

CHAREF Mohamed et Patrick GONIN (2005) : « Emigrés dans le développement local » Agadir : Editions Sud 361p

Colin Roland (1984) « L'institution de la participation au développement pp 68-139 in Participer au développement p75, Unesco 1984, PUF, 440

DANFA. B.(2013) effets des institutions de micro-finance sur le développement et sur l'économie locale de la ville de Kébémér, mémoire Master 2, FLSH, Département de Géographie, UCAD

DIAGNE, A., et RAKONARIVO, A. (2010) « Les transferts des migrants sénégalais vers la région de Dakar : ampleur et déterminants, MAFE, 23

DIEYE, F. (2014) Migration internationale et croissance urbaine de la Commune de Louga, observation dans le quartier Santhiaba nord, mémoire Master 2 UCAD, FLSH GEOGRAPHIE, 87p

DIEYE Mouhamadou Moustapha (2014) : L'approche Développement Economique Local (D.E.L) comme stratégie de revitalisation socio-territoriale : cas de l'intervention de l'Association de Développement Economique Local (ADEL) de Kébémér entre 2006 et 2014.

DIOUF, Abdou (1999) discours prononcé à Linguère lors de la tournée économique dans la Région de Louga

DUMONT Gérard-François (2012) : « Diagnostic et gouvernance des territoires, concepts, méthode, application » Armand Colin 299 p

Fall, P. D, (2009): « Migration internationale et développement au Sénégal » , IFAN, 46 pages

FRED KWOPA, M. « les africains de la diaspora, partenaires privilégiés dans la lutte pour le développement durable des pays d'origine » pp 60-62 in Rapport de l'atelier sur la Migration, le développement et la réduction de la pauvreté, Dakar, 8-10 août 2006 ; 148p

Hallé, F., (2010), « La condition tropicale, une histoire naturelle, économique et sociale des basses latitudes » Actes Sud, 574 p

Lacroix. (2011),. les classes moyennes. *Marianne*, du 15 au 21 octobre, n° 756 , p. 16.

Manciaux, c. (2013). ces villes qui construisent l'Afrique . *Jeune Afrique, Spécial n° 4* , pp. pp 8-11.

MBOUP, Bara. - *Migrations internationale et développement local à Kébémér*, UCAD 1999, 40p.

MBOUP (B): Politique de développement, migration internationale et équilibre ville-campagne dans le vieux bassin arachidier, Thèse de doctorat, FLSH, GEOGRAPHIE, UCAD, 2006, 397 pages

Rostow, W. W. Les étapes de la croissance, Paris, Editions du Seuil, 1962. Traduction française (cité par Colin R.) page 75

SAR, Moustapha.- *Louga la ville et sa région : essai d'intégration des rapports ville campagne dans la problématique du développement* (Sénégal).-Dakar : UCAD, IFAN, 1973

Sylvie DAVIET « *Mobilité et transferts de savoir : acteurs, réseaux, nouvelles stratégies* » in Bulletin de l'Association de géographes français, 2004-2 (juin) ; formation, emploi, territoires/ Quelle géographie sociale ? pp. 162-172

Sénégal, Ministère des Affaires Etrangères, 2001

SMHMIDT DI FRIED BERG Ottavia (1994).- Islam, Solidarietà e lavoro, I muridi senegalesi in Italia.- edizioni della Fondazione Giovanni Agnelli.- Torino ; 250 p.

TALL (M): L'argent de l'émigré: une manne financière in *Le Sénégal des migrations: mobilités, identités et sociétés*, 2008, Karthala, 434 pages.

TOURE EHSN, MD. Ndiaye, et al « Evolution des densités de populations (1976-1995 ». in *Bulletin de l'IFAN*, B, 48, 1, -2 : 1998 -142.p

SAR, Moustapha.- *Louga la ville et sa région : essai d'intégration des rapports ville campagne dans la problématique du développement* (Sénégal).-Dakar : UCAD, IFAN, 1973

SENEGAL :-III^e *Plan Quadriennal de Développement Economique et Social 1969-1973 : Juillet 1969* : 346 p

www.inégalités.fr/spip.php ? Consulté le 16/01/2015